

Monsieur le Maire donne lecture à l'assemblée du jugement du Tribunal Administratif de NANCY en date du 17 Juillet 1975 rejetant la requête présentée par la Ville de LUDRES en vue de l'annulation de l'Arrêté Préfectoral du 15 Novembre 1974 intégrant d'office la commune dans le district élargi de NANCY.

Il demande au Conseil Municipal de décider de la conduite à tenir.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, décide :

- de se pourvoir devant le Conseil d'Etat en vue de l'annulation du jugement du Tribunal Administratif de NANCY en date du 15 Novembre 1974.

- d'autoriser le Maire à s'assurer du concours d'un avocat, dont le choix lui incombe, pour présenter la défense de la Ville de LUDRES.